Parti Socialiste
Comité directeur
9 janvier 1992

Sommaire

Le président (Claude Estier)..... 1
Pierre Mauroy..... 1
Lionel Jospin 5
Jean Poperen..... 5
Jean-Pierre Chevènement..... 7
Julien Dray 8
Jean-Paul Planchou..... 10
Michel Rocard 12
Laurent Fabius..... 14

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, comme vous le savez, ce Comité directeur, tout à fait exceptionnel à la fois par le lieu où il se tient et par le moment où il se tient, a été convoqué par le Bureau exécutif réuni mardi matin, Bureau exécutif qui a entendu Pierre Mauroy annoncer sa décision de remettre au Comité directeur son mandat de premier secrétaire du Parti Socialiste.

L'ordre du jour de ce Comité directeur porte donc uniquement sur l'élection d'un nouveau premier secrétaire, ce à quoi nous allons procéder dans un moment.

Si vous en êtes d'accord, la séance pourrait se dérouler de la manière suivante :

- Je donnerai la parole, naturellement, à Pierre Mauroy.
- Ensuite, nous appellerons les candidatures et, avant le vote, un certain nombre de camarades m'ont déjà demandé à intervenir, sous forme, en quelque sorte, d'explications de vote.
- Après quoi nous passerons au vote et nous terminerons ainsi la séance, après que, naturellement, le nouveau premier secrétaire élu se soit adressé à son tour au Comité directeur.

Si vous en êtes d'accord, nous allons procéder ainsi.

Etant donné la difficulté que nous avons de travailler dans cette salle, je vous demande à la fois d'être silencieux et d'éviter tous les mouvements d'allées et venues qui ne feraient que compliquer les choses.

Je vous en remercie d'avance et je donne tout de suite la parole à Pierre Mauroy.

(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Chers président, mes chers camarades, j'exerce des responsabilités au Parti Socialiste depuis quarante-deux ans. Vous le savez, devenir premier secrétaire a

Fondation Jean Jaurès

constitué pour moi un rêve plus encore qu'une ambition. Aussi, vous pouvez imaginer ce que je ressens aujourd'hui en remettant mon mandat à la disposition du Comité directeur : beaucoup d'émotion, bien sûr, mais aussi la fierté du bilan accompli, plus encore la conviction de vous proposer le choix qui s'impose aujourd'hui et l'espoir, enfin, en nos capacités à nous rassembler et à engager une nouvelle étape.

Au moment de quitter mes fonctions, je voudrais sincèrement remercier tous ceux qui ont travaillé avec moi : les membres du Bureau exécutif, l'équipe du Secrétariat national, le personnel du 10, rue de Solferino.

Si je ne peux citer chacun, et je m'en excuse, je voudrais vous dire toutefois particulièrement aux trois Secrétaires nationaux à la coordination qui se sont succédé (Henri Emmanuelli, Marcel Debarge, André Billardon) que, pour des raisons d'ailleurs différentes, j'ai partagé avec chacun d'eux des heures très difficiles, mais aussi beaucoup de moments heureux.

Ces moments partagés, avec vous tous d'ailleurs, membres du Bureau exécutif, membres de l'équipe nationale, membres du Comité directeur, ont réclamé cette forme de complicité qui forge l'amitié, la fraternité. Je ne l'oublierai pas.

Je voudrais dire ensuite à Jean Auroux que j'ai été touché par les propos qu'il a tenus hier, à l'Assemblée Nationale, et que je lui demande de remercier le groupe pour l'accueil qu'il ma réservé.

Merci à toi aussi, mon cher Claude. Je voudrais te demander très amicalement de transmettre mes vifs remerciements pour leur coopération aux sénateurs Socialistes.

Ces remerciements vont aussi à Jean-Pierre Cot, à Claude Cheysson et aux parlementaires Socialistes européens, à Jean-Pierre Joseph et à l'ensemble des élus de la FNESER. Et en vous saluant tous, je veux saluer ceux qui, parmi nous, sont les ministres de la République.

L'ordre du jour de ce Comité directeur prévoit l'élection d'un nouveau premier secrétaire. C'est une situation exceptionnelle sur laquelle je veux m'expliquer.

Au-delà de la succession d'élections sans précédent que nous avons assumée avec succès entre juin 1988 et juin 1989 et qui nous a permis, notamment, d'imposer notre vision de l'ouverture et de réaliser la meilleure implantation locale de notre histoire, au-delà de tout ce qui constitue la trame des jours marquée par les événements, dont certains ont été exceptionnels, très exceptionnels même (je ne citerai que le mur de Berlin et la guerre du Golfe), au-delà de l'actualité politique toujours prenante et, bien sûr, de la gestion quotidienne d'un grand parti, j'ai placé mon mandat sous une triple ambition : retrouver notre cohésion, renouveler notre pensée, rénover notre parti.

Pour ces trois objectifs, le Congrès de l'Arche a marqué une étape décisive.

Chacun a bien conscience de ce qu'aurait signifié l'échec de ce Congrès. Bien sûr que je l'aurais assumé, que j'aurais mené, dans ce cas, mon mandat jusqu'au bout, car vous savez qu'on peut compter sur moi dans les périodes difficiles. Mais le succès évident du Congrès de l'Arche suscitait une réflexion qui devait prendre une toute autre dimension. Une cohésion retrouvée, une pensée renouvelée, une rénovation engagée, une stratégie réorientée, un soutien au

Fondation Jean Jaurès

gouvernement et au Président réaffirmé... Les objectifs que je m'étais fixés, mes chers camarades, étaient désormais largement atteints.
Dès lors, je n'ai pas cru devoir différer les choix. J'ai donc pris le temps nécessaire à une réflexion qui ne pouvait être que personnelle.
J'en suis venu à trois certitudes :
La première, c'était qu'il fallait agir maintenant. La manière dont les délégués ont exprimé leur satisfaction, le dimanche matin, à La Défense, et la tonalité des témoignages des militants nous en offraient la possibilité.
Nous avons ouvert, avec notre projet, une perspective pour les dix prochaines années et je sais la part que Michel Charzat y a prise. Dans cette perspective s'inscrivent les prochaines échéances électorales, qui seront difficiles.
J'ai considéré que mieux valait agir maintenant pour se donner les meilleures chances devant la rudesse de la période qui s'annonce.
La deuxième certitude, c'est que je devais agir dans la fidélité à ce que j'ai toujours fait, à ce qui a constitué la permanence de mon engagement : l'intérêt général du Parti et le rassemblement des Socialistes.
L'histoire des Socialistes est marquée par de grandes décisions. Elles ont parfois été douloureuses, chaque fois difficiles à prendre et souvent incomprises, dans un premier temps.
Epinay, croyez-vous que cela fut un tournant facile à prendre pour "la vieille maison" et celui qui était, alors, un jeune Secrétaire général adjoint de cette maison ?
Les assises du Socialisme ne furent pas plus faciles. Et nombreux furent ceux qui marquèrent alors leurs réticences.
Cependant, mes chers camarades, où en serions-nous aujourd'hui si nous n'avions pas eu collectivement le souci d'assurer les évolutions, certes difficiles, au présent, mais qui permettaient seules, d'ouvrir des perspectives d'avenir.
La troisième certitude, c'est qu'après les succès du Congrès de l'Arche, j'ai trouvé que j'étais sans doute le seul en situation de permettre, au Parti Socialiste, de dépasser ses contradictions et d'en terminer définitivement avec le Congrès de Rennes.
J'en suis arrivé alors à la conclusion qu'en vous remettant mon mandat de premier secrétaire, je pouvais désormais couronner ma mission en assurant ma succession dans la cohésion.
Vous le savez, après avoir procédé à une large consultation, je pense que Laurent Fabius est le mieux placé pour assurer le remplacement du premier secrétaire.
Je vous propose sa candidature au poste du premier secrétaire.
Si je prends la responsabilité de vous faire une proposition pour un choix qui n'appartient qu'au Comité directeur, et à chacun d'entre nous, c'est parce que j'ai été désigné à l'unanimité à un moment exceptionnel pour une synthèse que certains jugeaient impossible.
Je reste dans le cadre de ce mandat exceptionnel que tous vous m'avez confié.
Je me suis toujours préoccupé de maintenir le fil de notre histoire et d'assurer la pérennité de nos valeurs. Je me suis toujours efforcé de rassembler et de faire

Collection Jean Jaurès

vivre ensemble les différentes composantes du Socialisme français.
Je me suis toujours préoccupé du destin collectif de notre Parti et du Socialisme qui restera, j'en suis sûr, au-delà de l'an 2000, une grande espérance collective mais aussi une éthique de comportement individuel.
Je crois, en organisant ainsi l'avenir, continuer à aider les Socialistes. Cette décision n'est pour moi ni un départ, ni une retraite. Nous devons tous ensemble préparer avec une grande détermination les échéances électorales qui s'annoncent : celles des élections cantonales et régionales de mars prochain, celles des législatives de 1993, celles des élections présidentielles sur lesquelles nous devrons réfléchir le moment venu. Pour réussir le grand rassemblement sans lequel il ne saurait y avoir de victoire, et pour lesquelles j'ai pris la liberté de vous dire que nous avions, et que nous avons la chance d'avoir, dans nos rangs, avec Michel Rocard, un candidat virtuel.
J'entends désormais poursuivre mon action au service de nos valeurs. Je revendique, pour cela, ma part de fidélité à mon parti d'abord, à son histoire, et pour son avenir, à François Mitterrand, celui par qui tout a été rendu possible et qui vient aujourd'hui encore d'ouvrir de nouvelles perspectives, pour l'accompagner avec tous les Socialistes, dans la réussite de son second septennat.
Je revendique ma part de vérité pour défendre la conception que je me fais d'un Parti à l'écoute des militants, pour participer avec vous aux grands choix de demain que chacun devine. Avec Lionel Jospin, j'en avais fait un thème de débat.
Quatre ans plus tard, je pense que nous sommes tous d'accord et en tout cas je l'espère fortement.
Mon cher Laurent, j'ai conscience de tes grandes qualités qui te permettront de réussir et je fais, à toi, d'abord, et à chacun de vous ensuite, la proposition de vivre enfin un Parti rassemblé, un Parti définitivement sorti de ses déchirements, de ses contradictions, et qui est déterminé à assurer la pérennité et la victoire du Socialisme.
Quant à moi, dans cette nouvelle phase qui s'ouvre, je revendique ma part de liberté pour continuer avec vous le combat pour le Socialisme, ce combat qui demeure plus que jamais celui de ma vie. Merci.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, vos acclamations me paraissent être le meilleur témoignage de l'hommage que tous ensemble nous portons à la personne de Pierre Mauroy et à l'action qu'il a menée pendant près de quatre ans à la tête de notre Parti. Encore merci à lui.
Nous allons maintenant, entrer dans la procédure de vote pour l'élection d'un nouveau premier secrétaire.
Je n'ai reçu jusqu'à présent qu'une seule candidature : celle de Laurent Fabius. Y en a-t-il d'autres ?
Apparemment non...
Avant que nous ne procédions au vote, je vais donner la parole à ceux de nos

Fondation Jean Jaurès

camarades qui ont demandé à s'exprimer en quelque sorte pour expliquer leur position devant la situation devant laquelle nous nous trouvons ce matin au Comité directeur.
Je donne la parole à Lionel Jospin, puis Jean Poperen, Jean-Pierre Chevènement, Julien Dray, et enfin Planchou.
Lionel, tu as la parole.

Lionel Jospin
Merci, cher président.
Chers camarades, mon propos aura la brièveté des événements. Un mois après notre Congrès extraordinaire qui a parlé d'autre chose, nous sommes réunis dans des conditions imprévues, hâtives, qui résultent de la volonté exprimée par Pierre Mauroy, de renoncer à ses fonctions.
Je respecte cette décision.
Nous saluons son action qui s'achève à la tête du Parti. Je ne me suis pas associé, ni dans la forme, ni sur le fond, au processus un peu étonnant qui a conduit à nous proposer la candidature d'aujourd'hui mais je la considère comme un fait acquis dans la situation difficile qui est la nôtre.
C'est avec l'esprit de responsabilité, à l'égard du Parti Socialiste, du gouvernement, et du Président de la République, que nous abordons la décision que nous devons prendre.
Le courant de pensée que j'anime a toujours été un courant d'unité et je sais, pour avoir été 7 ans le premier secrétaire du Parti Socialiste, à quel point il est nécessaire de le rassembler.
Par notre vote, de ce matin, nous en apporterons un nouveau témoignage. Nous espérons qu'il en inspirera d'autres. Je souhaite bonne chance à Laurent Fabius que nous allons élire premier secrétaire du Parti.
La tâche qui devient la sienne, qui devient la tienne, est très exigeante. Nous participerons pleinement à la direction collective du Parti.
Assurer à notre formation politique son harmonie, son efficacité, son éclat, tout en respectant ses règles militantes, et son esprit démocratique, soutenir le gouvernement, et aider le président dans son action, incarner la permanence et la modernité des idées de gauche, redonner de la clarté à nos orientations et à notre stratégie politique, répondre aux attentes des français, faites moins d'attentions aux jeux de pouvoir que de préoccupations quotidiennes, et d'inquiètes exigences de vie, voilà ce à quoi nous voulons nous associer.
C'est en effet ce qui donne son sens à notre engagement politique et ce pourquoi nous continuerons à agir.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen
Mes chers camarades, je serai, je pense, à peine moins bref que Lionel !

Fondation Jean Jaurès

Nous avons tous ressenti tout à l'heure, avec l'émotion collective générale, la densité de l'événement que représente un changement de premier secrétaire de notre Parti et, au-delà de cette salle, tous les Socialistes rendent hommage à l'action menée durant près de quatre ans sous la direction de Pierre Mauroy.
Cependant, nous le savons, la conjoncture place aujourd'hui le Parti Socialiste, force principale de la majorité présidentielle, dans une situation qui n'est pas facile.
Incontestablement, le Congrès de l'Arche a été ce qu'on peut ressentir comme un premier élément d'un sursaut (et je dois dire que j'ai le sentiment qu'on en ressent quelques signes, ici ou là), d'une réanimation de la vie politique, de la vie démocratique, d'une volonté de faire barrage aux extrémismes et d'ouvrir une voie.
Je crois, mais naturellement sous bénéfice d'inventaire, d'examen, que parmi ces signes l'afflux des derniers jours de jeunes, notamment, pour l'inscription sur les listes électorales, est déjà, de ce point de vue, un élément encourageant.
Le changement de personne, dont Pierre Mauroy nous a dit avec quel esprit de responsabilité et d'attachement profond de toute sa vie au Parti Socialiste il a été amené à le provoquer, ce changement peut contribuer au sursaut.
Mais, mes chers camarades, et sans prolonger, je crois que nous serons tous d'accord et, bien entendu, d'abord, j'en suis sûr, Laurent Fabius, pour lequel mon engagement à le soutenir aujourd'hui et au-delà est naturellement pris, pour dire que le redressement ne dépend pas seulement d'un tel changement et qu'il faut très vite, notre volonté politique s'exprimant sur quelques objectifs essentiels et profondément, directement reconnus par l'ensemble de ceux qui nous font confiance dans le pays, qui cherchent à nouveau à nous faire confiance, j'en suis sûr, et d'ailleurs par l'ensemble du pays, étudier dès maintenant comment préparer, sans naturellement affaiblir (au contraire) en quoi que ce soit cette grande force qu'est le Parti Socialiste, cette structure de rassemblement où toutes les forces disponibles du grand parti du mouvement, de la réforme, pourront, pour les années à venir, peu à peu se regrouper, comment mettre en oeuvre une stratégie sociale, elle aussi adaptée aux conditions des temps nouveaux, avec ses objectifs toujours si actuels, puisque c'est là notre difficulté, au-delà de tant de succès que nous avons ensemble remportés : faire reculer le chômage et les inégalités.
Il est clair que, quel que soit le bien-fondé des mesures prises au niveau gouvernemental (et beaucoup sont prises et commencent à être mises en oeuvre en ce moment), cela ne suffit pas si les forces vives du pays, de la production, les forces économiques et sociales, ne sont pas engagées et liées d'une façon ou d'une autre par un engagement commun pour faire reculer ces deux fléaux.
Au total, donc, je crois que nous le ressentons tous, le nouvel élan du PS que nous sentons davantage possible depuis quelques semaines, encore aujourd'hui ne dépendra pas seulement du changement qui va intervenir avec notre volonté, je le souhaite unanime ici, il dépendra de l'engagement commun de l'ensemble des membres de la direction du Parti (le Comité directeur), de l'ensemble des militants sur des objectifs politiques, des objectifs d'action qui correspondent à

l'attente, à la volonté de millions et de millions de Français, ceux qui, au-delà des griefs qu'ils nous font aujourd'hui, de l'humeur du moment, savent que l'avenir se fera avec le Parti Socialiste. Ils souhaitent simplement que, pour cette nouvelle étape, il retrouve le chemin. Nous sommes en train de le retrouver.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, nous avons appris, comme vous tous, la décision de Pierre Mauroy d'abord par la presse, nous la respectons. Sans doute aurions nous préféré qu'elle nous fut communiquée à l'occasion du Congrès de l'Arche. Socialisme et République reste attaché à une conception du débat public dans le Parti. Sans doute, beaucoup peuvent ils considérer qu'il s'agit d'une conception passéiste, aujourd'hui obsolète, nous ne le croyons pas vraiment, et d'ailleurs dans les textes nous nous réclamons de cet espace public du débat de cet agir communicationnel, c'est notre doctrine officielle.
(Rires)
Donc, je me permets simplement de vous soumettre l'idée que peut-être cette conception du Parti n'est pas aussi passéiste qu'elle en a l'air.
De rudes défis sont devant nous, nous le savons bien et nous en sommes conscients. Certes, nous divergeons quelquefois sur la manière de les relever et ces divergences sont publiques, nous les avons exposées au Congrès de l'Arche, qu'il s'agisse de la manière de faire reculer le chômage, de la manière de concilier la nécessaire fonction des services publics dont parlait Laurent Fabius dans son discours très remarquable au Congrès de l'Arche, et puis, d'autre part, notre démarche pour construire l'Europe, car sur la manière de construire l'Europe, sur la monnaie, nous n'avons pas la même approche.
Je dirai que sur la crise républicaine de la France, il y a un débat qui n'a pas eu lieu dans le Parti et devrait avoir lieu, parce qu'il est à la racine du malaise que nous connaissons, tout autant que le chômage et la précarité.
Nous sommes en présence de ce qu'il faut bien appeler un rangement de personnes, j'emprunte cette expression à Lionel Jospin. Je ne doute pas que ces personnes aient de grandes qualités, je suis convaincu que la qualité des personnes dont on a parlé, dont Laurent Fabius, sont absolument évidentes, mais nous nous posons des questions sur ce qu'est le contenu réel des accords qui sont intervenus.
Puisque des contacts ont eu lieu entre un petit nombre de personnes, quel est le contenu politique de l'accord intervenu sur le mode de scrutin ? Sommes-nous d'accord pour renoncer à la représentation proportionnelle ? Nous en tenons-nous à un mode de scrutin mixte ? Et qu'est-ce que cela veut dire ? Quelle est au fond notre stratégie d'alliance sur tous ces sujets ?
Quel est réellement ce qui s'est dit ? Sur quoi allons nous voter ?
En définitive, car les choix d'hommes et les choix d'idées peuvent rarement se séparer, c'est du moins l'esprit qui était celui de la proportionnelle à Epinay,

Collection Jean Jaurès

qu'en sera t-il de l'orientation et du fonctionnement du Parti ?
Laurent Fabius va sans doute nous répondre. Il m'a assuré que les droits de la minorité seraient respectés, j'en accepte tout à fait l'augure, je le souhaite, mais je pense que l'intérêt du Parti est qu'il y ait aussi un débat responsable en son sein.
D'autre part, s'agissant de la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle, les statuts prévoient une procédure. Y a t-il un accord ? Sur quelle virtualité ? Le propre de toute virtualité étant de se réaliser ou de ne pas se réaliser…
(Rires)
Il y a toujours dans l'air plusieurs virtualités.
Enfin, qui a donné des garanties ? En quels termes?
Sur tous ces sujets, chers camarades, nous aurions aimé être éclairés. Je sais que mon propos peut vous paraître légèrement impertinent, mais c'est ma conception, c'est celle d'un certain nombre de camarades qui ont l'habitude de faire de la politique de cette manière, politique autrement par rapport à celle qui se fait aujourd'hui, politique traditionnelle, dirons-nous, chacun la qualifiera comme il voudra.
Cher Laurent, nous souhaitons que tu puisses aider le Parti à jouer un rôle d'impulsion, un rôle autonome, pour infléchir dans le bon sens, pour aider les Socialistes à retrouver le contact, avec leur électorat naturel, car vous le savez bien ce qui fait problème aujourd'hui, c'est la difficulté que nous avons de parler, de nous faire entendre, de nous faire comprendre, et c'est cette confiance qu'il faut rétablir. On ne peut la rétablir que par la politique, pas seulement les mots, pas seulement les valeurs qu'on invoque, mais aussi les valeurs qu'on traduit dans des actes, des valeurs pour lesquelles on témoigne.
Ayant exprimé ce que je viens de dire, je dirai que Socialisme et République a choisi, au stade actuel des choses, l'abstention. Nous jugerons aux actes, nous souhaitons que tu donnes les infléchissements aujourd'hui nécessaires. Nous te souhaitons sincèrement bonne chance, Laurent, dans la tâche qui est rude, qui va être la tienne, restant disponible pour l'avenir pour tout accord politique qui soit justement un accord politique. Merci. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Julien Dray.

Julien Dray
Je voudrais, moi aussi, pour commencer, rendre hommage à Pierre Mauroy, je le ferai avec ma spécificité.
Je sais, cher Pierre, j'ai commencé à militer dans une autre formation politique, mais s'il y a un héritage que j'ai appris, c'est le respect des aînés, du travail qu'ils ont accompli…
(Rires)
Et c'est par ce travail justement que nous pouvons, nous, continuer à défendre un certain nombre d'idées.
J'ai pu, avec un certain nombre de camarades, défendre un certain nombre

Fondation Jean Jaurès

d'idées et nous avons été amenés à plusieurs reprises à travailler avec toi, à discuter, à dialoguer.
Nous avons, je le crois sincèrement, noué un certain nombre de relations et le moment où tu t'en vas est un moment d'émotion fort qui nous touche nous, parce que nous avions appris à apprécier tes qualités de dialogue, de travail et de respect des idées des autres à la tête du Parti Socialiste.
Il s'agît maintenant par ton geste de créer les conditions d'un sursaut, d'une relance, d'un avenir possible pour le Parti Socialiste.
Dans cette question qui est posée, il y a deux sous-questions : la valeur humaine de ton successeur.
A cette question, bien avant d'autres camarades, nous avions, nous, répondu, et nous n'avions aucun doute sur la valeur du candidat que tu proposes. Nous savions, nous connaissions, et nous avions apprécié les valeurs personnelles de Laurent
Fabius à une époque où, dans le Parti, cela visiblement ne faisait pas l'unanimité et n'appelait pas forcément qu'à des satisfactions.
Ce choix, nous l'avons fait en conscience au moment des questions qui étaient posées, c'est-à-dire effectivement des questions d'hommes.
Mais il y a une autre sous-question que tu as introduit, Pierre, dans la manière dont tu as présenté ta démission. Il y a eu certes le Congrès de Rennes mais il y a eu aussi le Congrès de l'Arche. Dans ce Congrès de l'Arche, à la sortie du Congrès, tout le monde a pu constater qu'il y avait une majorité mais qu'il y avait aussi deux minorités, que pour l'une d'entre elles, celle que nous représentions, il y avait effectivement trois types de désaccord avec ce qui avait été adopté à l'issue du Congrès de l'Arche.
Une première question, c'est évidemment la nécessaire relance Keynésienne que nous appelons de nos vœux pour permettre de modifier le contexte social de ce pays et pour recréer les conditions d'adhésion du public de gauche à la politique du Parti
Socialiste.
Cela passe, nous l'avons vu, par une politique industrielle d'investissements. Cela passe, nous l'avons dit aussi, par une réforme des services de l'Etat, cela passe aussi par une réforme de la fiscalité.
Nous avions aussi émis une deuxième question : la nécessité d'une véritable stratégie d'alliances pour le Parti Socialiste et nous avions donné une réponse : l'alliance des Socialistes avec les écologistes pour un véritable programme, une plate-forme de gouvernement de ce pays qui réconcilie ces deux familles.
Cela implique, pour nous, une question essentielle à laquelle nous demeurons attachés : celle de la réforme du mode de scrutin. Nous sommes proportionnalistes, non pas simplement par goût, mais par conviction, par conviction de ce que doit être la valeur du débat politique dans une société démocratique, par conviction aussi de ce que doit être la recomposition politique du paysage de ce pays.
Et puis, une troisième question avait surgi dans le cadre de la Commission des résolutions. C'était la réforme des statuts du Parti, là aussi nous sommes, nous,

Collection Jean Daniel

très attachés à ce qu'au moment où, justement, dans tous les pays d'Europe, le principe de démocratie l'emporte, dans tous les pays où le débat prime sur l'autorité, ce principe là reste ferme dans notre Parti.
Nous ne voulons pas que le Parti Socialiste perde ce qui a fait sa force, son originalité, c'est-à-dire son débat d'idées avec ses courants, et avec effectivement aussi tous les inconvénients, que cela peut susciter à certains moments mais qui ont fait à chaque grande étape sa force.
Voilà les trois désaccords que nous avions exprimés.
Evidemment, nous n'avons pas forcément participé à toutes les discussions mais nous avons comme vous tous lu les différentes interprétations, phrases qui ont été reproduites par les gazettes.
Ces phrases donnent un certain contenu à ce qui est en train de se passer. Elles sont effectivement dans la continuité du Congrès de l'Arche, donc aussi dans la continuité de nos oppositions que nous avons manifestées à cette époque. Dans ce contexte, la logique de notre minorité aurait dû être de s'opposer, mais nous sommes soucieux aussi du moment particulier dans lequel se situe ce passage de pouvoirs et voilà pourquoi nous avons décidé de faire un geste volontaire pour participer à ce grand rassemblement, sans renier nos convictions, sans renier les engagements que nous avons défendus, il y a encore quelques semaines, de nous abstenir au moment de ce vote.
(Rires dans la salle)
Il s'agit pour nous d'un geste, oui, mes camarades... Vous nous connaissez peut-être maintenant, nous n'avons pas l'habitude de ne pas dire ce que nous pensons. Nous le disons aujourd'hui mais nous participons aussi à la volonté de construction du Parti. Voilà pourquoi nous laissons faire d'un certain point de vue, par notre geste d'abstention, sans opposition déterminée, ce qui est en train de se faire.
Nous espérons qu'à partir de là, le premier secrétaire qui sera élu par le Comité directeur, sera sensible aussi à l'existence de ces minorités, sera capable de prendre en considération ce qu'elles représentent à l'intérieur du Parti Socialiste, mais peut-être plus largement aussi dans la société de ce pays. Voilà le sens de notre abstention.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je donne maintenant la parole à Jean-Paul Planchou, dernier orateur inscrit. Il n'y a pas d'autre demande de parole.

Jean-Paul Planchou
Chers camarades, bien sûr après d'autres, les modalités de cette passation de pouvoir, mon cher Pierre, ont pu m'interpeller, trois semaines après avoir été réunis en Congrès, mais les circonstances, qu'il ne faut pas méconnaître, qui sont par définition particulières, amènent à bien prendre en considération les paroles que tu as prononcées à l'ouverture de cette réunion, et à mon tour je rends hommage au courage que tu as eu d'ouvrir cette rénovation idéologique de notre Parti.

Les choses étant ce qu'elles sont, comme aurait dit le général De Gaulle, pourrait-il en être autrement ? Si le Parti sort de cette réunion plus rassemblé, plus fort, et mieux disposé à agir, avec toutes ses composantes, car personne ne doit se sentir brimé, ne doit être considéré comme brimé, qui dans le fond, si j'ai bien entendu tous les orateurs qui m'ont précédé, qui dans le fond s'en plaindra, et qui boudera au fond la satisfaction ? Nous, moins que d'autres, qui appelons depuis des mois la rénovation des structures de notre Parti et qui demandons qu'à la rénovation des idées corresponde justement cette rénovation des structures.
Nous devons donc tous souhaiter que l'élection de Laurent Fabius, que les changements auxquels nous allons procéder aujourd'hui, et dans les jours à venir, satisfassent cette indispensable volonté, qu'il ait pour but de dépasser les clivages artificiels, et de rassembler tout le Parti autour d'une équipe soudée, d'une direction de combat politique, et qu'il passe d'une médecine de dosage à une dynamique de dépassement.
Nous avons, chers camarades, je crois, en particulier dans les mois à venir, une tâche difficile à mener à bien, mettre en place progressivement le Parti, structurellement, fonctionnellement adapté aux orientations du projet, aux rapports nouveaux que l'organisation politique doit instaurer avec la société, notre Parti doit en effet s'inscrire dans le processus de transformation sociale qui est en cours dans notre société et opérer politiquement cette traduction sociale des forces en recomposition.
Pour ce faire, il doit être un lieu de débats ouverts, savoir faire vivre ce projet dans le Parti, hors du Parti, il doit être une force de propositions, aboutir à un programme original et novateur, et puis je le répète aussi à de réels changements dans notre mode de vie interne, dans la façon dont nous assumons nos représentations, et aussi nos désignations.
Donc plus que jamais mon cher Laurent, les Socialistes doivent représenter le Parti de la réforme, la rénovation, la cohérence dans l'action, l'audace doivent être les mots-guide de ton action, pour lutter contre les conformismes, contre les situations acquises, pour que nous nous départissions tous de la morosité ambiante, et que nous allions collectivement plus loin dans la voie de la démocratie.
(Applaudissements)
Le président - Je remercie l'ensemble des camarades, qui sont intervenus en particulier pour la concision de leurs interventions.
Nous allons maintenant passer au vote, à l'élection du nouveau premier secrétaire, personne n'ayant demandé un vote à bulletins secrets, je crois, si vous en êtes d'accord, que nous pouvons procéder à mains levées.
Je mets donc aux voix la candidature de Laurent Fabius au poste de premier secrétaire du Parti Socialiste.
Avis contraires ?
.....
Il n'y en a pas.
Abstentions ?

Fondation Jean Jaurès

…..
11.
Je proclame donc Laurent Fabius premier secrétaire du Parti Socialiste.
(L'assemblée debout applaudit vivement l'élection du premier secrétaire)
Avant que Laurent Fabius ne s'exprime devant vous, je donne la parole à Michel Rocard.

Michel Rocard
Chers amis, chers camarades, il y a de l'intensité de relations entre les mots d'explication de vote et les mots d'état d'âme, que je n'ai pas souhaité faire cette intervention avant que le scrutin ne soit acquis. Les états d'âme, je ne connais pas et surtout pas aujourd'hui.
L'élection d'un nouveau premier secrétaire a toujours quelque chose de solennel, cela marque une étape nouvelle dans la vie du Parti. Laurent va être le quatrième depuis Epinay, mais aucun de nous, qui avons tous et devons garder le sens de notre histoire collective, n'oublie bien sûr qu'il sera aussi le neuvième depuis 1905.
Cette étape c'est doublement à Pierre Mauroy que nous devons de l'avoir franchie, nous le lui devons d'une part évidemment parce que c'est lui qui a décidé pour des raisons que nous respectons tous, qu'il a admirablement présentées, résumées tout à l'heure, que le temps était venu de passer le témoin.
Nous ne lui devons d'autre part car rien n'aurait été possible sans le Congrès de l'Arche, dont il a eu l'idée, et qui a permis de vider toutes les anciennes querelles idéologiques, ou doctrinales, et de nous réunir très largement, sinon unanimement, autour d'analyses communes et de perspectives conjointes.
C'est à ce double titre Pierre qu'une nouvelle fois, qui n'est certes ni la première, ni la dernière, tu as rendu à ton parti des services inestimables, comme tu en as rendu à notre pays, et en rendra encore, de même tout simplement qu'aux Socialistes, auxquels tu as consacré ta vie et dont tu incarnes la chaleur, et la fidélité.
Nous sommes désormais largement réunis, nous sommes désormais largement unis, pour que cela dure. Pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, il faudra poursuivre la rénovation du Parti, le faire dans l'unité la plus large, avec comme priorité première que les courants ne constituent plus autant de citadelles et soient avant tout des courants de pensée, pour faire vivre notre projet.
Mais il faudra aussi, et sache Laurent que nous t'y aiderons tous, redonner aux Socialistes le sens de la convivialité, sans laquelle un Parti comme le nôtre ne peut atteindre l'efficacité, la réforme des statuts y aidera en diminuant les tensions, mais y aidera aussi l'immersion profonde du Parti tout entier de ses dirigeants dans notre société.
Car il est à la fois de notre honneur, de notre devoir et de notre intérêt d'être plus présents dans le pays, plus près de ceux qui souffrent ou qui se battent ou seulement s'interrogent.
Moins préoccupés de problèmes intérieurs, nous serons plus disponibles pour

nous ouvrir vers l'extérieur, à l'image de beaucoup de nos amis en Europe et dans le reste du monde, il nous faut prendre l'habitude de fournir un militantisme non seulement politique mais aussi social, syndical, pédagogique, associatif.
Partout où des gens font collectivement des choses compatibles avec nos valeurs et à plus forte raison conformes à nos valeurs, il faut que nous soyons présents. Les militants souvent ne demanderaient que cela, et peu importe que leur centre d'intérêt à ce titre les porte vers une association de défense des droits de l'homme, de parents d'élèves, de protection de l'environnement ou une cellule de chômeurs ou d'animation de quartier, ou à un club sportif ou autre chose.
Ce qui compte, c'est qu'en conciliant leurs coûts et leurs principes, ils offrent partout l'exemple du militantisme tel que nous le concevons, qu'ils soient partout actifs dans ce réseau très dense qui réunit en France discrètement les centaines de milliers et les millions sans doute de personnes qui se soucient d'action et d'intérêt collectif.
C'est à l'évidence en retrouvant ainsi le sens de l'unité, de la convivialité, du dynamisme, que nous pourrons affronter les prochaines échéances en nous mobilisant pour des victoires au lieu de se résigner à des défaites qu'on prétendrait seulement minimiser.
Il n'y a pas entre nous des gagnants et des perdants : ou les Socialistes gagnent et nous gagnerons tous, ou ils perdent, et tous nous perdrions. A quoi bon un courant prospère dans un parti délabré ?...
(Applaudissements)
Nous avons été assez avisés, je crois, pour le comprendre et surmonter d'anciennes querelles et d'anciens affrontements.
Ceux qui nous ont opposés dans le passé, Laurent, et récemment encore, ont été parfois vifs, parfois durs, mais après tout, il m'est souvent arrivé, et à beaucoup d'entre vous, d'être en désaccord avec tel ou tel d'entre vous, que tel ou tel soient en désaccord avec moi, tous nous y avons survécu et nous avons su surmonter tout cela. Il suffit de se rappeler que nous sommes tous, et avant tout des Socialistes, membres du même Parti, héritiers de la même histoire.
C'est à poursuivre cette histoire, à l'enrichir encore que nous allons travailler, et travailler ensemble. Il ne s'agit pas et il ne s'agira pas de l'arrangement à quelques-uns que Lionel a raison de dénoncer, ce n'est pas un axe majoritaire, c'est une nouvelle manière de vivre la synthèse.
Aujourd'hui, nous achevons ce qui avait bien commencé à l'Arche. Aujourd'hui, nous achevons d'effacer Rennes. Oui, il s'agit et il s'agira de l'œuvre et de la volonté de tous, sans laquelle tout cela serait vain.
Laurent, bonne chance, la meilleure des bonnes chances. Camarades et amis, au travail.
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Laurent Fabius.

Collection Jean-Jaurès

Laurent Fabius

Chers camarades, me voilà donc, par votre décision, élu premier secrétaire de notre Parti.

Je souhaite en commençant mon propos d'abord adresser à chacune, à chacun, à tous les membres du Comité directeur, des remerciements très chaleureux, très profonds, et les adresser plus particulièrement, vous le comprendrez, à celui qui m'a précédé dans cette fonction, qui a proposé mon nom à votre approbation, qui a commencé d'apaiser les plaies de Rennes, qui a accompli avec un sens éminent de l'intérêt du Parti une tâche très importante dans une période difficile, je voudrais remercier profondément l'homme de la fidélité et de la dignité qu'est Pierre Mauroy. Merci, Pierre.

(Vifs applaudissements)

Vous comprendrez aussi que mes premières pensées aillent à ceux dont nous sommes lès représentants : les militants du Parti Socialiste, ceux d'aujourd'hui qui peuvent, même s'il s'agit de l'application stricte de nos Statuts, éprouver une certaine frustration de seulement participer de loin à des décisions importantes pour notre collectivité, mais aussi les militants d'hier et de demain devant lesquels nous sommes tous comptables. Essayons de nous montrer dignes de l'espérance que nous portons ensemble.

Nous voilà réunis, votre choix vient d'intervenir, le Parti est rassemblé, les militants, et pas seulement eux, je crois, espèrent, c'est un moment fort, et évidemment ô combien émouvant pour celui qui parle.

Cela appelle d'abord de la lucidité. La lucidité, c'est de reconnaître que, pour nous, collectivement, les choses sont aujourd'hui difficiles. Je n'apprendrai rien en disant cela à personne. Ce n'est pas que nous manquions d'hommes et de femmes de valeur. Au contraire. Combien de talents et de courage ! Ce n'est pas non plus que nous manquions d'idées. Nous l'avons prouvé encore récemment avec le Congrès de l'Arche. Mais il existe un faisceau de raisons à la situation actuelle.

D'abord, bien sûr, et paradoxalement, la fonction de pouvoir. Dans nos démocraties, démocraties médiatiques, tout pouvoir souffre, surtout quand il doit affronter la rigueur économique et son cortège de chômeurs. Or, nous avons affronté dix ans d'exercice du pouvoir et par gros temps. Ce qui est bon dans notre bilan - et le nôtre comporte de grandes réussites – est souvent porté au crédit de la France ou de l'évolution normale de la société, alors que ce qui est moins bon est porté au débit des dirigeants. Et puis, on attendait tant de nous qu'une certaine déception ne pouvait pas ne pas apparaître, celle dont Mendès France a si bien parlé, celle qui sépare simplement le souhaitable du possible.

Sachant qu'en outre, nous ne représentions pas seulement l'alternance politique, nous n'incarnions pas seulement la justice, mais aussi l'alternative éthique, combien difficile à ne pas décevoir.

Ajouterai-je à cela les contre-coups idéologiques de la faillite du Communisme. Blum prédisait que l'aventure Communiste finirait par un naufrage, et voici qu'on voudrait nous compter au nombre des victimes ! Avec l'Est qui bascule, et nous avons lutté pour ce basculement, ce serait, nous dit-on, tous l'édifice de la

Fondation Jean Jaurès

Gauche qui chancelle. En tout cas, le retour du balancier idéologique, la remontée réactionnaire, nationaliste, intégriste, ne concerne pas seulement la France, loin s'en faut, mais elle ne l'épargne pas non plus.
Il y a enfin, convenons-en, un certain Rocard….
(Rires)
J'y reviendrai ! Il y a enfin un certain "retard" des organisations sur l'évolution de la société, et cela joue aussi pour notre Parti. La France, les Français ont beaucoup changé en vingt ans, et leur rapport avec la politique aussi. Non pas qu'on assiste, contrairement à ce qui est dit parfois trop vite, à un désintérêt profond pour la Politique, avec grand P. Il existe chez nos concitoyens une volonté de participation aux affaires, qui les concernent, et une capacité de générosité puissante. Mais cohabitent un rejet compréhensible à l'égard des remugles politiciens, un désintérêt, avouons-le, pour certaines formes anciennes de participation et de mobilisation, et en même temps l'aspiration diffuse à des formes de participations nouvelles et sur des thèmes nouveaux.
Vous choquerais-je en disant que les Partis de gauche - et d'ailleurs les syndicats - n'ont pas toujours jusqu'à présent été suffisamment capables, en dépit de nos efforts à tous, de répondre à cette demande qui s'affirme en dehors d'eux et parfois même contre eux.
Je ne crois nullement pour autant - et ce serait un comble après ce qui vient d'intervenir - que les Partis Politiques soient condamnés à dépérir, ni d'ailleurs les autres institutions représentatives, Parlement, syndicats. Je pense même qu'ils sont plus que jamais nécessaires parce que le nouvel âge de la démocratie dans lequel nous sommes entrés est une époque de haute turbulence, de retour en force de la politique et de l'histoire, dans ce qu'elles peuvent avoir de meilleur. - je pense aux progrès de la démocratie, du droit, de la coopération internationale - mais aussi dans ce qu'elles peuvent avoir de plus tragique. Je pense à l'explosion démographique, aux catastrophes écologiques, à l'effondrement des économies et des Etats dans une partie de l'Est et du Sud, au regain des nationalismes et des intégrismes, aux risques de guerres civiles ou locales. Les contradictions et les conflits de notre monde, aucun institut de sondages, aucune chaîne de télévision ne peut les résoudre à la place du politique. C'est la fonction des partis politiques que d'aider à le faire. Et c'est cette mission qui donne à la politique son sens.
Les partis ne sont donc nullement condamnés à disparaître mais ils sont condamnés, oui, à s'adapter aux nouvelles conditions de leur action. Bref, nous avons à approfondir, tous ensemble, une certaine manière de faire de la politique, comme nos prédécesseurs l'ont fait, à l'aube de ce siècle, sachant que la modernité ne s'oppose pas à la tradition, qu'elle épuise même sa sève et qu'il n'y a pas d'avenir sans mémoire.
C'est vrai au premier chef pour le Parti Socialiste. C'est pourquoi je disais en commençant : lucidité et espérance, car là est le paradoxe : les Socialistes sont en difficulté ici et là mais la plupart des grands problèmes qui sont aujourd'hui posés au monde, et à la France, ne peuvent trouver de solution en dehors d'une synthèse - je pense à Jaurès, à François Mitterrand - entre solidarité et liberté,

qu’incarne précisément le Socialisme ou la Social-Démocratie.
Depuis le développement économique et social indispensable pour lutter contre le chômage, jusqu’à la construction d’une Europe qui ne nie pas les identités légitimes, depuis l’aménagement du territoire, jusqu’à la restructuration écologique de la société industrielle, les sociétés développées et complexes ne souffrent pas d’un excès de règles du jeu claires, elles souffrent de ce que la solidarité ne marche pas du même pas que la liberté, elles souffrent de ce que l’épanouissement de quelques-uns uns soit payé de difficultés de tant d’autres, elles souffrent de ce que la régulation du jeu spontané du marché n’est pas assez assurée, que la marchandisation des rapports humains envahit tout, et pour tout cela oui, mes camarades, le Socialisme démocratique que nous portons est une idée neuve.
Voilà à grands traits trop généraux peut-être les données de notre situation. Si je les cite, c’est parce que ce sont aussi les données de notre action. Il nous faut - et c’est à cette tâche que vous m’avez appelé - rénover, rassembler, et réformer. D’abord rénover les idées. Montrer que non seulement l’idéal Socialiste n’est pas dépassé mais qu’il offre la meilleure grille de compréhension et d’organisation de l’avenir.
Au Congrès de l’Arche (tu le rappelais, cher Pierre), il y a un mois, nous avons plus qu’entrepris cette rénovation idéologique. Il faut la consolider et l’approfondir, en l’élargissant aux autres forces de progrès. L’adoption de notre projet n’est pas un point d’aboutissement, c’est un point de départ. Il faudrait concrètement mener à bien sa diffusion, confronter l’état de notre réflexion avec celle des autres forces qui partagent notre recherche, car la rénovation du PS ne prendra son sens plein que si elle est en même temps rénovation de toute la Gauche. Il faut aussi rénover l’organisation.
Un important travail, que je salue, a été engagé : les réformes statutaires du dernier Congrès, la création de "Vendredi", du Cercle Condorcet, de la Fondation Jean Jaurès. Des réflexions ont été menées sur le fonctionnement même de notre maison et je pense, bien sûr, au personnel, auquel nous devons être particulièrement attentifs. Mais reconnaissons (nous le savons tous) que beaucoup, beaucoup reste à faire pour que notre parti devienne l’acteur social et le communicateur dont notre démocratie a besoin, capable, par son rayonnement intellectuel, par sa capacité de propositions, par son aptitude à créer l’événement, par sa présence militante sur le terrain, d’influer efficacement sur l’opinion publique. Cela suppose une bonne organisation de notre vie interne. Chacun d’entre nous connaît la problématique, elle a été rappelée, c’est la vie : d’un côté, la diversité de notre parti est une de ses forces et il faut, mes camarades, que chacun s’y sente à l’aise et puisse débattre, d’où le respect des "sensibilités". Mais de l’autre côté, nous avons constaté, nous constatons les dérives malsaines auxquelles donnent lieu certains excès des courants et nous ressentons le besoin plus fort que jamais d’unité. Je souhaite donc qu’on avance et qu’on dépasse les affrontements proportionnalistes dans la désignation d’une partie significative au moins des responsables. Je vais m’atteler avec vous à cette réforme. Rénovation de nos pratiques. Un parti de militants et un parti

"des" militants. Militants et militantes, car là, sur les responsabilités des femmes dans notre organisation, convenons tous qu'on est très loin du compte !
Je ne vais pas rouvrir ici le débat sempiternel. Il nous faut un peu de temps pour progresser. Mais je demande, ce temps écoulé, qu'on juge aux résultats une avancée qui peut être la plus significative de toutes pour traduire concrètement notre volonté de transformation sociale.
Je n'idéalise pas le passé, mais je me rappelle que la grande force du Parti Socialiste des années 70, c'est qu'il était le lieu où se rassemblaient les éléments les plus vivants, les plus créatifs, les plus généreux aussi de la société française, où des fusions successives s'opéraient, où les militants avaient le sentiment d'être écoutés et entendus.
Nous pouvons développer cela en l'adaptant aux temps nouveaux, en donnant la parole aux militants, en les rencontrant, en les écoutant, en les informant, en les associant, en leur rendant des comptes (et c'est ce qui a commencé d'être fait), en ne séparant jamais les militants et les élus, car les élus sont les premiers des militants, en chassant toute forme d'exercice arrogant des responsabilités politiques (un parti, c'est une structure de représentation aussi, aucun d'entre nous n'est propriétaire d'une charge qui nous a été seulement déléguée par les militants), en réoccupant le domaine social sur les terrains difficiles du chômage, de l'immigration, de la construction européenne, en approfondissant ou parfois en engageant un travail de pédagogie civique dont nous savons qu'il portera ses fruits.
Bref, il faut expliquer, expliquer sans cesse. Et pour cela, informer, et informer clairement, en n'oubliant pas que la rénovation des pratiques, c'est encore, et c'est parfois d'abord, une convivialité des réunions à développer, des formes d'expression à moderniser, des sympathisants à organiser.
En n'oubliant pas non plus que la rénovation des pratiques, c'est la transparence morale à parfaire. Nous avons fait voter des lois de moralisation. La France, sur le plan juridique, a rattrapé son retard et même devance nombre de pays comparables.
Mais j'estime, au nom de nos valeurs, de notre idéal démocratique, que nous devrons aller au-delà et montrer l'exemple. Il nous faudra être très exigeants, probablement même très sévères, dans cette tâche de moralisation et je pense que ce sera la tâche du nouveau premier secrétaire, avec vous tous, d'y veiller.
Rénover et rassembler.
L'unité du Parti. Nous répétons tous ce terme et, parfois, est-ce que nous ne le vidons pas un petit peu de son sens ?
Comme si, de temps en temps, il s'agissait d'une formule rituelle pour croyants qui ne pratiquent plus tout à fait !
Pourtant, les uns et les autres, si nous sommes tant attachés à notre parti, c'est parce que, sans orgueil mal placé (il n'en faut pas), je crois que c'est une organisation politique tout de même un peu différente.
Il y a des sectes à l'extrême gauche, il y a des phalanges à l'extrême droite, il y a des contre-sociétés comme l'est ou l'était le Parti Communiste, et des réseaux de notables chez les conservateurs. Le PS, c'est un parti et c'est, en même temps,

Contribution Jean Jaurès

que nous le voulions ou non, une certaine famille politique, et le propre des familles, c'est que, divisées dans les moments où tout va bien, elles savent se ressouder dans la tourmente et dans les grands combats.
J'irai au-delà : en même temps que l'unité, ce que nous devons essayer de retrouver, c'est la fraternité. Je sais bien que les débats, voire les combats d'hier ou d'avant-hier, ont pu laisser des traces, mais nous devons faire un effort, réapprendre comme ce matin à échanger, à écouter, faire crédit à l'autre de sa bonne foi. Bref, l'esprit d'équipe.
Je ne vais pas en faire un secret, moi, à l'occasion du projet, et plus largement quand il s'est agi de réduire les fractures laissées par notre Congrès de Rennes, j'ai réappris avec plaisir (nous en discutions il y a peu de jours) à parler avec Lionel Jospin, avec qui il m'est pourtant arriver de me confronter. J'ai appris à mieux connaître Michel Rocard, qu'il m'était pourtant arrivé, dit-on, dans le passé, de combattre. J'ai retrouvé dans ces discussions une chaleur et la possibilité d'une proximité dont j'avais oublié jusqu'au goût.
Je ne veux pas personnaliser ce débat, mais si j'en parle, c'est parce que je sais qu'il est vécu par beaucoup de militants et de sympathisants. Je pense que, séparés, nous courions à la catastrophe, beaucoup de ce que nous avons fait ensemble depuis Epinay aurait été gâché ou sali. Je n'ai pas de recette-miracle à offrir, mais un état d'esprit (vous le comprenez) à proposer pour qu'ensemble nous donnions le signal d'un nouveau cours qui fasse sa place à chacun. Ce qui veut dire évidemment qu'une fois élu (c'est maintenant fait), je serai le premier secrétaire de tous les militants Socialistes.
Le rassemblement ne doit pas s'arrêter à nos portes. Le Parti Socialiste, chacun le souligne, doit être davantage ouvert sur l'extérieur. Là encore, militantisme de proximité, modestie, capacité d'écoute et d'attention. Seulement, la Gauche n'est pas seulement désunie, elle est dispersée. Pour rassembler la nébuleuse de la majorité présidentielle, des Communistes refondateurs, des écologistes responsables, des associations antiracistes, des militants des Droits de l'Homme, des combattants de la laïcité, des syndicalistes de progrès, il faut à la fois la passion du débat, du dialogue, et le sens de la complexité. C'est un travail à la fois national et local, dont notre projet peut être le support. C'est aussi un travail international, car il me semble que l'une des tâches mobilisatrices qu'il va falloir réussie est la constitution d'une structure, pourquoi pas d'un Parti Socialiste Européen, épousant et même anticipant les évolutions de l'Europe dans les années qui viennent et qui donnera une nouvelle perspective aux militants Socialistes et sociaux-démocrates de l'ensemble du continent.
(Applaudissements)
Ce rassemblement des forces de progrès, il se réalisera si nous sommes capables non seulement d'organiser le débat, mais de mener le combat contre le danger principal qui menace la France des Droits de l'Homme et qui s'appelle aujourd'hui l'extrême droite.
Celle-ci a le vent en poupe sur le plan électoral, mais plus encore sur le terrain idéologique. La volonté de lutter contre le Front National, incontestablement, existe, mais elle est disparate et elle est inégale. Notre Parti doit devenir l'âme et

le bras séculier de ce combat. Il nous faut multiplier les Comités locaux de mobilisation contre l'extrême droite, soutenir les organisations qui agissent déjà, les susciter ou les créer quand il n'y en a pas, lancer des campagnes disposant de toute la gamme des matériels d'explication. Retournant d'une certaine manière le slogan que l'extrême droite utilise, il faut que la Gauche, et singulièrement notre Parti, soit capable d'expliquer et de démontrer tout haut ce que l'extrême droite pense très fort et commence même à dire assez haut.

Le travail d'explication politique ne suffît pas, certes, il faut s'attaquer aux racines du mal et pas seulement à son symptôme : l'exclusion, l'insécurité sociale et publique, le désarroi des jeunes ou des laissés pour compte. C'est la responsabilité de notre gouvernement, mais c'est aussi la nôtre. Il revient au Parti Socialiste et aux forces de progrès de mener débat et combat politiques.

Enfin et d'abord, réformer, car là est le sens de notre action.

Un parti pour un parti, cela n'aurait absolument aucun sens. La Gauche, c'est d'abord la réforme, la transformation sociale. Telle est la tâche d'Edith Cresson et du gouvernement auxquels je veux confirmer ici, ce matin, avec chaleur, l'appui de tous les Socialistes, et insister sur la nécessité d'une démarche sociale qui permette de placer les forces vives de la Nation devant leurs responsabilités dans la lutte pour l'emploi et de les engager le plus possible dans une action commune. L'une de nos tâches, ce sera précisément de développer la cohérence, la cohésion entre le gouvernement et notre Parti. Car le gouvernement (et je sais que c'est la conviction du Premier Ministre) ne peut qu'être le gouvernement du mouvement, du mouvement social, économique, culturel, écologique, comme le PS doit être le Parti du mouvement, épousant son temps et en même temps cherchant à réformer, à transformer la société en s'attaquant aux grands défis : l'emploi, l'école, la place des femmes, l'adaptation de l'Etat, l'environnement ou l'Europe. Nous aurons beaucoup d'occasions de manifester notre cohésion avec le gouvernement cette année et, notamment, deux occasions majeures : lorsque seront proposés aux Français le grand débat sur Maastricht, puis sur nos institutions. Cette ambition réformatrice, transformatrice, c'est notre "colonne vertébrale". Car je sais, comme beaucoup, qu'il n'est pas exact que tous les clivages politiques soient dépassés. Certains le sont, oui, il faut le reconnaître, et c'est bien, c'est la loi de l'évolution démocratique. Mai d'autres non, et c'est la pratique de la démocratie : ou bien on croit que la liberté, et elle seule, est créatrice et qu'elle doit balayer tout, ou bien on croit (c'est le message fondamental de la Gauche) qu'il est artificiel de séparer la liberté et la solidarité et que l'une ne peut pas aller sans l'autre. C'est vrai à l'échelle de l'entreprise, où la modernisation nécessaire ne peut être que démocratique. C'est vrai à l'échelle de la France, et c'est pourquoi il faut déraciner l'exclusion. C'est vrai à l'échelle de l'Europe, qui doit être et qui sera beaucoup plus qu'un marché unique. C'est vrai à l'échelle du monde et c'est pourquoi est indispensable un nouvel ordre de la démocratie, du développement et du désarmement. Bref, de l'entreprise jusqu'à l'organisation internationale, nous devons penser la liberté et la solidarité, désormais, non pas comme contradictoires, non pas même comme complémentaires, mais comme inséparables.

Cette perspective guidera notre action pour aujourd'hui et pour demain, pour les échéances immédiates et pour celles qui sont plus lointaines. Je sais que Michel Rocard partage fortement ces convictions. Je veux lui dire, à mon tour, reprenant l'expression qui a fait recette de Pierre Mauroy, combien pour les grandes élections à venir, il porte l'espoir des nôtres et plus largement celui de très nombreux Français et qu'il peut compter sur nous.

Chers camarades, telles sont nos tâches immédiates.

A trois semaines, nous mettre en ordre de bataille pour les échéances électorales qui viennent, car plus de 25 listes pour les élections régionales restent à arrêter, dynamiser tous nos élus nationaux et locaux qui sont une force considérable et vivante, retrouver, si jamais on l'avait perdu, le chemin des marchés, des cages d'escalier, pour dialoguer avec les Français, développer la mobilisation contre l'extrême droite et contre les alliances que la Droite veut passer avec elle, publier notre projet et le diffuser, c'est à trois semaines que cela doit être fait.

A trois mois, mener avec force la difficile campagne cantonale et régionale, engager aux côtés du gouvernement le débat sur Maastricht, faire progresser nos méthodes de travail nationales, commencer la préparation de notre programme pour les législatives de 1993, en passant du projet au programme, étant entendu - une question a été posée sur ce point - que sur la question du mode de scrutin, nous avons réaffirmé notre position dans la résolution finale de notre Congrès extraordinaire. Je ne vois pas de raison de changer la position adoptée à la quasi unanimité du Parti.

D'ici la fin de l'année, développer et préciser nos contacts avec la majorité présidentielle. Les forces de progrès, appuyer les novations institutionnelles qui sont proposées aux Français, préparer le déroulement des législatives, avancer la réflexion sur la structure européenne qui sera nécessaire pour les Partis Socialistes et socio-démocrates.

Cette liste de nos tâches n'est pas exhaustive. Nous la préciserons lors du prochain Comité directeur et les événements ou même les militants, au niveau de la réflexion, se chargeront de compléter cela en ayant en permanence en tête le cadre des prochaines élections législatives, en soulignant que tout le monde est convié au travail commun, que l'heure, vous l'avez souligné, n'est pas aux états d'âme, qu'elle est à la reconquête.

Chers camarades, j'ai eu l'honneur au cours des dernières années, d'exercer diverses responsabilités. Même si je m'apprête à en quitter certaines, j'en parlerai juste à la fin de mon propos, pour avoir vu à l'œuvre des hommes de grande intelligence, capacité et expérience, comme Pierre Mauroy ou Lionel Jospin, je sais que la tâche de premier secrétaire n'est pas facile, particulièrement dans la période qui s'ouvre.

Ce sera dur... je n'ai pas une pratique suffisante pour proposer une typologie et puis autant de situations diverses, autant de réactions mais je vois bien les différences de qualité requises selon les fonctions.

Un gouvernement, j'en ai fait l'expérience, se dirige à l'autorité. On perd parfois en convivialité, c'est le prix de l'efficacité.

Un Parti se dirige par la concertation. C'est le prix de la cohésion et de la

mobilisation. Un chef de gouvernement arbitre le conflit Un premier secrétaire cherche à réconcilier les approches divergentes. En tout cas, j'entends désormais être le premier secrétaire de tout le Parti.
La vie interne du Parti, j'en ai dit, et c'était normal, quelques mots. Elle est importante mais convenons qu'elle ne passionne guère positivement les Français. Je suggère donc, c'est ma première requête, qu'on évite de s'y appesantir. A trop en parler, à trop s'en occuper, on donnerait le sentiment qu'un Parti essentiellement tourné vers lui-même, cela pourrait détourner de nous alors que nous devons porter notre attention avant tout sur ce qui sollicite nos concitoyens, sur les réponses aux questions qu'ils nous posent et d'abord de nature économique, et sociales.
Tournons-nous donc davantage vers l'ensemble des Français et si je peux être entendu, une fois le passage du témoin fait, un peu moins vers nous-mêmes.
Au moment où on commence une nouvelle tâche, il y a des êtres qui s'imposent et des mots. En cet instant, et pour mille raisons, je pense à François Mitterrand. Nous sommes beaucoup ici à être entrés en politique avec lui, d'autres l'ont rencontré en chemin. Tous, nous avons ressenti sa victoire de 1981 et de 1988, son action à la tête du pays comme notre action. Une grande, une très grande marque de l'histoire pour la Gauche et pour la France. Avec lui, et grâce à ce qu'il fait, nous avons accompli de grandes choses et avec lui de grandes choses nous attendent.
Le Parti est son Parti. Et moi je m'inscris clairement dans la fidélité à François Mitterrand. En votre nom à tous, je lui adresse le salut de la chaleur, le respect du soutien sans faille de son action.
(Très vifs applaudissements).
Quant aux mots, au moment où commence ma tâche, j'ai envie de dire courage. Il en faudra., et humilité, c'est nécessaire aussi.
Les choses, chacun l'a répété, ne seront pas faciles. Je le dis et plus simplement, dans mon département de Seine-Maritime, j'écoute et je dialogue. Il nous faudra donc patience et pugnacité. Nous pouvons, à côté du Président, et avec le gouvernement, inverser la tendance.
Nous pouvons, tous ensemble, incarner un Parti Socialiste qui donne ou redonne confiance à ceux qui y sont, et envie d'y venir à ceux qui n'y sont pas.
Nous pouvons expliquer ensemble la fierté de faire de la politique, la fierté d'être ce que nous sommes. Les porteurs de dialogues, de transformations sociales, de tolérance, et d'espoir.
Ne cachons pas notre drapeau. Soyons ouverts aux autres, ni arrogance, ni sectarisme, mais pédagogie, contact, conviction, et tout simplement action.
En 10 ans, faites le compte !... Le bond européen, les grandes réformes sociales, la décentralisation, la deuxième révolution scolaire, la libération des ondes, l'assainissement économique et puis quelque chose de plus diffus qui s'appelle "La France qui bouge" et dans les dix ans qui viennent encore tant et tant de réformes, de justices, et d'efficacité à accomplir.
Voilà la perspective.
Elle se traduit par quelques mots simples : rénover, rassembler, réformer,

construire ensemble et avec beaucoup d'autres en même temps le Parti Socialiste, la Gauche et la France de la fin de ce siècle.
Merci, mes camarades.
(Très vifs applaudissements)
Mes camarades, j'ai encore une chose à ajouter : il est de tradition que le premier secrétaire informe le Comité directeur de la composition des secrétariats nationaux.
Vous savez que les membres de celui-ci doivent être membres ou suppléants du Bureau exécutif. Le départ de Pierre Mauroy dont je souhaite qu'il demeure président de notre fondation et son remplacement par un nouveau premier secrétaire implique certaines désignations. C'est à celles-là, en tout cas, pour la période actuelle, que je crois qu'il faut se limiter.
Il me paraît normal, bien que juridiquement non indispensable, que je quitte dans quelques jours la présidence de l'Assemblée Nationale. C'est une grande fonction d'Etat et passionnante. Je propose que notre candidat, qui doit selon nos règles, être désigné avec l'avis conforme du Bureau exécutif soit Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)
Sous réserve des décisions d'organisation internes de l'Assemblée, je pense que l'élection pourrait avoir lieu le 22 janvier.
Il est normal aussi, pour incarner le rassemblement dont j'ai parlé que le numéro 2 de notre Parti soit remplacé. Gérard Lindeperg occupera cette fonction. Je souhaite qu'André Billardon qui a accompli un travail magnifique, dont je veux le remercier très fortement, continue à travailler à mes côtés, d'une autre façon, à titre de Conseiller spécial.
(Rires)
Enfin, je vous propose que Jean Le Garrec entre au Secrétariat national, ce qui suppose qu'il devienne adjoint au Bureau exécutif.
(Applaudissements)
Telles sont, mes chers camarades, les indications extrêmement brèves que je souhaitais vous donner mais elles étaient nécessaires pour bien commencer notre action.
Je réunirai le Bureau exécutif mercredi prochain 15 janvier exceptionnellement au matin.
En raison de l'urgence, des échéances électorales - j'en ai parlé avec le président de la FNESR, et avec Daniel Vaillant, nous réunirons à la fois les premiers secrétaires fédéraux et les présidents des Unions départementales d'élus, le dimanche 19 janvier.
Nous nous retrouverons en Comité directeur le samedi 1er février.
Voici le calendrier immédiat que je suggère.
Encore une fois mes remerciements très chaleureux et au travail.
(Très vifs applaudissements)

Le président - La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès